

RÉACTION

«Nous sommes prêts à aider le gouvernement wallon»

Le président du MR, Didier Reynders, entouré du chef de groupe au Parlement wallon, Serge Kubla, et du sénateur Alain Destexhe, avance les priorités que son parti aimerait voir mises en avant pour la relance wallonne.

Il y a quelques mois, le sénateur Alain Destexhe avait lancé un pavé dans la mare en affirmant que la situation économique de la Wallonie allait en se dégradant. Pour argumenter son propos, il s'était entouré d'un certain nombre d'économistes (dont la plupart sont restés anonymes jusqu'ici...).

Descendu à Namur pour avancer son diagnostic, le médecin Destexhe n'avait pas réellement fait plaisir au chef de groupe MR au Parlement wallon, Serge Kubla. Certains avaient même été jusqu'à parler de mise à l'écart du sénateur «bruxellois».

Le temps s'est écoulé. Un débat a mis en présence les deux personnalités à Namur en avril dernier. Pas vraiment l'occasion d'effacer les différends mais plutôt celle de faire bonne figure... politicienne devant une large assemblée.

Hier, épilogue de cette «rivalité», le président du MR a présenté le premier ouvrage édité par le [Centre Jean Gol](#), centre d'études du parti. Son titre? «L'économie wallonne en question.» Cet ouvrage est le condensé du débat d'avril dernier mais est aussi l'occasion pour le MR de lancer 24 propositions d'actions essentielles pour la relance de l'économie du Sud.

Comme le rappelait justement Didier Reynders, on sentait que la Wallonie allait être au coeur de la rentrée politique. Depuis le début de la semaine, cela se vérifie. La sortie de ce premier ouvrage n'est donc certainement pas fortuite et va sans doute relancer encore un peu le débat sur l'avenir d'une Région qui s'apprête à lancer un «plan Marshall».

«Qu'on lui donne un autre nom, demande le président réformateur. Le plan Marshall évoque le fait de demander de l'aide. Il faut que la Wallonie s'en sorte avant tout par elle-même.»

En fait, on a quelque peu l'impression que, entouré de Serge Kubla, Alain Destexhe et Hervé Hasquin - qui dirige le [Centre Jean Gol](#) -, Didier Reynders a voulu montrer que la récréation était terminée et qu'il fallait à présent que le MR fasse des propositions concrètes et de manière unifiée. «Dans un parti politique, il est bon qu'il y ait débat», affirme-t-il cependant..., sans tromper personne.

Pistes de solution

L'ambition de MR, sur la base des réflexions des uns et des autres, est de poser un constat et d'apporter des pistes de solutions et d'actions à entreprendre.

Ainsi que le dit Alain Destexhe, «j'ai posé un diagnostic. Celui-ci a depuis été largement étayé par des indicateurs micro-économiques également. Je crains, par ailleurs, que les prochains chiffres du chômage wallon (attendus début septembre) nous montrent que l'on a atteint un record absolu».

Il faut donc trouver des solutions rapidement.

«C'est pourquoi, poursuit de son côté Serge Kubla, il est nécessaire qu'il y ait de vraies propositions. Depuis sa mise en place, le gouvernement wallon nous a déjà présenté huit ou neuf plans, sans aucune hiérarchie dans les priorités. Nous avons établi quatre priorités, déclinées en 24 propositions. Nous ne sommes pas dans l'opposition uniquement pour combattre mais aussi pour construire. Si certaines de nos propositions se retrouvent dans le plan que le gouvernement présentera la semaine prochaine (l'équipe Van Cauwenberghe se réunit le 30 août prochain pour débattre du «plan Marshall», ndlr), nous serons satisfaits. Certaines de nos réflexions seront déposées sur le bureau du Parlement comme propositions de décrets. Nous quittons le balcon de la critique; nous voulons être des acteurs du nouveau wallon», explique le chef de groupe MR.

L'économie toujours

Il est rejoint par son président: «On ne peut pas réussir un projet qui compte 2.000 propositions. Il faut réellement se focaliser sur quelques priorités.» Pour le MR, celles-ci doivent être avant tout d'ordre économique: création d'activités, prise de risque, formation, recherche doivent être encouragées; la remise à un niveau raisonnable du secteur public est une nécessité, ce qui suppose un développement de l'activité marchande et non marchande privée...

«Si on favorise la création d'activités, si on appuie le statut d'indépendant, la part du secteur public se réduira d'elle-même», insiste Didier Reynders.

Et celui-ci de lancer une petite idée qui pourrait faire du bruit: pour lui, il faut que les différents ministres francophones - wallons ou bruxellois - se retrouvent au sein de la Communauté française. «Je ne parle pas de fusion mais d'amélioration des synergies.»

Espérant que le gouvernement wallon - «qui a déjà perdu un an» - prenne son envol cette année, Didier Reynders confirme que s'il a besoin de personnalités pour l'y aider, «Serge Kubla est tout à fait prêt à reprendre son rôle».

«La première démarche doit venir de la Wallonie. D'autres niveaux de pouvoir pourront l'aider mais c'est elle qui doit enclencher le mouvement», poursuit le président MR.

Quant à savoir si Elio Di Rupo doit mener les réformes en remplaçant Jean-Claude Van Cauwenberghe, Didier Reynders répond de manière quelque peu ironique: «Dans certains partis, les présidents décident et les ministres exécutent. Nous avons choisi une autre voie», allusion à peine voilée sur le fait que le «plan Marshall» a été dessiné par Elio Di Rupo et la présidente du CDH, Joëlle Milquet, comme ce fut démontré hier à Namur où Cdh et PS ont réuni leurs ministres.

Didier Grogna